

ÉGYPTE

Les Frères musulmans veulent se démarquer des encombrants salafistes

Les Frères musulmans d’Egypte, vainqueurs de la première étape des législatives mais talonnés par les salafistes, cherchent à se démarquer de ces nouveaux venus fondamentalistes qui pourraient grignoter leur électorat et perturber d’éventuelles alliances centristes.

L'influente confrérie a remporté 36,62 % des voix lors de la première phase des élections législatives, tandis que le parti salafiste Al-Nour a raflé 24,36 % des suffrages. Longtemps seuls représentants du courant islamiste sur la scène politique égyptienne, les Frères musulmans sont désormais clairement concurrencés par les salafistes, candidats pour la première fois à des élections en Egypte.

Le second tour aujourd'hui sera marqué par une rude bataille entre leurs candidats respectifs, en particulier à Alexandrie, la deuxième ville du pays, où Al-Nour a été fondé en février, juste après la chute de Hosni Moubarak.

En raflant un quart des voix, ces tenants d'un islam rigoriste ont pris au dépourvu rivaux politiques et analystes. Ce score «est supérieur à ce que nous attendions», a admis le porte-parole des Frères

musulmans, Mahmoud Ghazlane. Si cette tendance se confirme dans les autres gouvernorats, dont le vote est étalé jusqu'au 10 janvier, une alliance entre ces deux mouvements islamistes assurerait au courant religieux, qui est loin d'être homogène, une majorité confortable dans les futures institutions égyptiennes.

Mais selon les analystes, les Frères musulmans, organisés depuis 1928 dans le pays, pourraient être gênés par ce nouveau venu au passé radical et violent, certains salafistes étant des «repentis» du djihad. «La percée des salafistes change la donne au sein du camp islamiste. Les Frères musulmans pourraient s'associer aux salafistes et se radicaliser», affirme Hassan Nafaa, professeur de sciences politiques à l'Université du Caire.

«Mais ils peuvent aussi les rejeter pour créer une grande coalition centriste capable de gouverner», poursuit-il. «Les Frères perçoivent les salafistes comme un boulet politique. Ils savent qu'une alliance avec eux pourrait leur coûter cher.» De fait, la confrérie cherche désormais à rassurer, se réclamant d'un islam «centriste» et «modéré», et prenant ses distances avec les salafistes.

«Nous espérons que les gens distinguent les différents mouvements et ne mettent pas tous les islamistes dans le même panier», a déclaré à l'AFP

M. Ghazlane. Pour les analystes, ces deux mouvances de l'islam sunnite n'ont pas les mêmes priorités. Les salafistes s'attachent à la lettre des textes religieux et se montrent intransigeants sur l'application de la Charia au quotidien, tandis que les Frères musulmans privilégient le pragmatisme.

En conséquence, «il y a un important fossé qui les sépare», comme par exemple sur le tourisme, explique M. Nafaa. Là où les salafistes affirment vouloir bannir l'alcool et les bikinis, les Frères musulmans souhaitent œuvrer pour attirer davantage de touristes, un secteur qui emploie 10 % de la population active du pays. Sur les questions économiques, les analystes soulignent que le parti Liberté et Justice (PLJ) de la confrérie est plus proche des libéraux, grands perdants de ce scrutin.

Le PLJ a déjà rassemblé des petits partis libéraux dans son «Alliance démocratique» et pourrait poursuivre cette stratégie pour bénéficier d'une «caution» laïque et apparaître plus rassembleur.

Mais les salafistes pourraient continuer à chasser sur les terres des Frères en revoyant certaines de leurs positions. Le dirigeant salafiste Abdel Monem Chahat a ainsi déjà nuancé des propos tenus avant la percée d'Al-Nour, dans lesquels il qualifiait la démocratie de kofr, affirmant qu'ils ne s'appliquaient pas au contexte égyptien.

LIBYE

Le nouveau gouvernement tente de sécuriser les frontières avec la Tunisie

Le gouvernement libyen a affirmé son intention de sécuriser les frontières avec la Tunisie voisine, après plusieurs incidents ayant conduit à la fermeture de postes frontaliers entre les deux pays.

Le principal point de passage de Ras Jdir, à 170 km à l'ouest de Tripoli, traversé quotidiennement par des milliers de citoyens des deux pays, a été fermé mercredi. Un ressortissant libyen avait fait usage de son arme à feu pour forcer le passage, blessant un douanier tunisien.

Pour protester contre «l'absence de protection et la mauvaise gestion du point de passage du côté libyen», les douaniers tunisiens ont arrêté le travail. Hier, le vice-Premier ministre libyen, Moustapha Bou Chagour, a accusé des «personnes irresponsables» d'être derrière les derniers incidents. «Le ministre de la Défense et celui de l'Intérieur sont en train de mettre en place un plan pour la réouverture et la sécurisation des frontières», a-t-il déclaré.

Samedi et hier dimanche, le poste de Ras Jdir était ouvert dans un seul sens, pour permettre aux Libyens de rentrer chez eux. Plusieurs d'entre eux ont affirmé avoir été agressés et pillés sur le chemin du retour, côté tunisien.

«Une dizaine de personnes ont arrêté ma voiture près de la ville tunisienne de Mednine et nous avons été victimes de vols, moi et mes amis», proteste Souleiman Zahra, un homme d'affaires de Tripoli qui traversait le poste frontière contrôlé par une brigade de la ville de Zouara (120 km à l'ouest de Tripoli).

«Ils ont jeté des pierres sur ma voiture et nous ont insultés. C'était un cauchemar», a-t-il dit, affirmant s'être rendu en Tunisie pour ramener un de ses amis, blessé dans les combats qui ont précédé la chute du régime de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi en août.

Des Thowars (combattants rebelles) armés patrouillent autour du poste frontalier de Ras Jdir alors qu'un autre important point de passage entre les deux pays à Dehiba, dans l'extrême Sud tunisien, a également été fermé vendredi par les autorités tunisiennes.

Dehiba a été fermé vendredi à la suite d'attaques contre des ressortissants tunisiens «dans la région de Nalout, dans l'ouest de la Libye», a

indiqué une source officielle, citée par l'agence tunisienne TAP. «Seuls les Tunisiens et les Libyens rentrant chez eux seront autorisés à emprunter le passage, jusqu'à ce que des solutions soient trouvées avec les responsables libyens», a-t-on ajouté de même source. La Tunisie avait exprimé jeudi «sa profonde préoccupation» suite aux incidents de Ras Jdir et demandé à Tripoli de placer ce poste frontalier

«sous la responsabilité d'agents des forces régulières et professionnelles». Un responsable libyen à Ras Jdir a indiqué qu'il avait été ordonné aux Thowars de se tenir à l'écart de la frontière avec la Tunisie.

«Il y a eu une réunion de fonctionnaires du poste frontalier et il a été décidé de demander aux Thowars de reculer à deux kilomètres de la frontière (de Ras Jdir)», a déclaré à l'AFP le colonel Mohamed Jarafa. Selon ce responsable, la décision devait être appliquée hier au plus tard. «Nous ne voulons pas que cela devienne un problème entre les deux gouverne-

ments», a-t-il dit. Le fonctionnaire a reconnu les incidents cités par les autorités tunisiennes, tout en tentant de les minimiser.

«Certains Thowars ne sont pas conscients des conséquences de leurs actes», a-t-il dit. Un des combattants de Zouara a indiqué à l'AFP que les Thowars étaient prêts à s'éloigner de la frontière. «Nous n'avons aucun problème pour reculer. Nous n'avons pris les armes que pour libérer notre pays», a déclaré Nader Mansour, un des Thowars de Zouara.

Mais la Tunisie «doit ouvrir la frontière», ajoute-t-il.

SAHARA OCCIDENTAL

Abdelaziz appelle les Nations unies à une intervention urgente pour sauver la vie des détenus sahraouis

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), secrétaire général du Front Polisario, M. Mohamed Abdelaziz, a appelé l'organisation des Nations unies à intervenir d'urgence pour sauver la vie des prisonniers politiques sahraouis en grève de la faim depuis le 31 octobre dernier à la prison de Salé (Maroc), afin d'éviter une tragédie humaine.

Dans un message adressé au secrétaire général des Nations unies, M. Ban Ki-moon, cité par l'agence de presse sahraouie SPS, le président sahraoui a mis en garde contre la «précarité» de l'état de santé des prisonniers et les conséquences «graves» qui

peuvent en découler imputant au gouvernement marocain «l'entière responsabilité de cette situation». Le président sahraoui a en outre appelé M. Ban Ki-moon à amener le Maroc à «répondre aux demandes légitimes des prisonniers politiques, leur permettre un pro-

cès équitable ou leur assurer une libération immédiate». Il a souligné qu'en «violant les droits fondamentaux des citoyens sahraouis au vu et au su de tous et en présence de la Mission pour le référendum au Sahara occidental (Minurso), le régime marocain annonce qu'il fait fi de la légitimité internationale, des droits de l'homme et du droit international».

M. Abdelaziz a ajouté que cette situation «renforce la nécessité d'un mécanisme onusien qui permet à la Minurso la protection et la surveillance des droits humains au Sahara occiden-

tal, la libération de tous les détenus politiques sahraouis, la clarification du sort de plus de 651 disparus sahraouis au Maroc, l'arrêt de la spoliation des ressources naturelles sahraouies et la destruction du mur militaire divisant le Sahara occidental par des millions de mines antipersonnel prohibées au niveau international». Le secrétaire général du Front Polisario a affirmé que l'exercice du peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination est «la seule solution à même de mettre fin à la tragédie humaine au Sahara occidental».

MAROC

Le PJD pour un gouvernement de coalition avec la Koutla

Le Parti de la justice et du développement marocain (PJD, islamiste modéré) penche vers la formation d'un gouvernement de coalition avec les partis de la Koutla démocratique, a indiqué le secrétaire général du PJD, M. Abdelilah Benkirane nommé la semaine dernière chef de gouvernement par le roi du Maroc après sa victoire aux législatives.

«Le PJD (107 sièges sur 365) penche vers la formation d'un gouvernement de coalition avec les trois partis de la Koutla (Istiqlal, USFP et PPS, 117 sièges) avec lesquels il a engagé des concertations» dans cette optique, a indiqué M. Benkirane à la télévision marocaine précisant qu'il incombait, cependant, aux

instances décisionnelles de ces formations politiques de prendre l'ultime décision. M. Benkirane avait clairement souligné dimanche dernier, à l'annonce des résultats définitifs confirmant la victoire de son parti, que le PJD avait des «affinités» avec les partis de la Koutla. La Koutla regroupe trois formations nationalistes et de gauche, à savoir l'Union socialiste des forces populaires (USFP, 39 sièges), le Parti Istiqlal (PI, parti de l'indépendance du chef du gouvernement sortant Abbas El-Fassi, 60 sièges) et le Parti du progrès et du socialisme (PPS, 18 sièges).

Une alliance entre le PJD et ces trois partis constituerait, en effet, une très large majorité à la Chambre des représentants (Chambre basse) qui dépasserait 51 % (majorité absolue), à savoir 224 sièges sur 395. De plus, depuis l'annonce par le Parti authenticité et modernité (PAM, 47 sièges) et de son allié du

Rassemblement national des indépendants (RNI, 52 sièges) de leur «positionnement dans les rangs de l'opposition», les analystes estiment que le PJD n'a pas d'autre choix que s'allier avec les partis de la Koutla pour former le prochain cabinet.

Si l'Istiqlal a affiché sa disposition à rejoindre le prochain exécutif, il a néanmoins conditionné sa participation par celle de ses alliés pour qui la question n'a pas encore été tranchée par les directions de ces partis. «Nous attendons qu'il (Benkirane) nous fasse des propositions et on tranchera par la suite», avait souligné à la presse Mohamed El Yazghi, membre du bureau politique de l'USFP. De son côté, le PPS a estimé après l'appel de Benkirane que le parti attendait la réunion de son comité central pour se prononcer sur la question de rejoindre ou pas le prochain cabinet.

BAHREÏN

Explosion près de l'ambassade britannique à Manama

Une petite explosion s'est produite hier dans un bus en stationnement près de l'ambassade britannique à Bahreïn sans faire de victime, a annoncé le ministère de l'Intérieur. Un porte-parole de l'ambassade britannique, joint par l'AFP, a confirmé qu'une explosion s'était produite dans la matinée. «Je peux confirmer qu'une explosion s'est produite», a déclaré Al-Taher al-Jamal, un porte-parole de l'ambassade, située dans le quartier diplomatique de Manama, sans être en mesure de préciser si la chancellerie était visée.

Selon le ministère de l'Intérieur, «une bombe placée à l'avant d'un bus en stationnement à cinquante mètres de l'ambassade britannique a explosé» sans faire de victime.

Les autorités ont «renforcé les mesures de sécurité autour des ambassades» à Bahreïn à la suite de cet attentat, a ajouté le ministère. Cette explosion est intervenue quelques jours après la mise à sac, mardi dernier, par des centaines de manifestants de l'ambassade du Royaume-Uni à Téhéran ainsi que la résidence des diplomates britanniques.

A la suite de cette attaque, qui a suscité un tollé international et a été condamnée par le Conseil de sécurité de l'ONU, le Royaume-Uni a évacué ses diplomates et fermé son ambassade à Téhéran comme celle d'Iran à Londres.

Bahreïn a été secoué de la mi-février à la mi-mars par un mouvement de contestation contre la monarchie sunnite, dirigé notamment par des contestataires chiites, que les autorités accusent de faire le jeu de l'Iran.